

L'invité

La Suisse profite de l'offensive fiscale britannique

Jonathan Ivinson*

Le chancelier de l'Echiquier britannique, Alistair Darling, a prononcé son discours annuel sur le Budget et dévoilé un déficit budgétaire de 175 milliards de livres sterling. C'est une catastrophe financière. Comment continuer à financer pareil déficit par le marché des bons du Trésor? Le spectre d'une défaillance du gouvernement britannique commence à hanter des porteurs de titres en livres sterling. Cela s'était déjà produit dans les années 1970 sous l'égide d'une administration travailliste incompétente.

Le groupe d'édition coté en bourse Informa a annoncé son émigration en Suisse pour échapper à une «double imposition»

L'élément fort du discours est venu de l'augmentation à 50% du taux maximal d'imposition sur les revenus annuels supérieurs ou égaux à 150 000 livres sterling. Le taux actuel est de 40%, mais le discours de l'année dernière avait annoncé une hausse à 45% différée. L'augmentation entrera en vigueur en avril 2010. En l'absence d'élections législatives avant cette date, cette décision marquera une violation de la promesse électorale du Parti travailliste de ne pas augmenter le taux maximal de l'impôt sur le revenu. Selon l'estimation du Ministère britannique des finances, seuls 69% des contri-



* Avocat spécialisé en droit fiscal international, associé dans les bureaux de Londres et Genève du cabinet Hogan & Hartson

buables de cette tranche de revenu paieront effectivement le taux majoré, car la majorité profiterait des niches fiscales ou certains se mettraient tout simplement à travailler moins pour gagner moins. On ne parle pas de ceux qui quitteront tout simplement le pays. Devant l'ampleur de la crise financière qui frappe la Grande-Bretagne, une telle politique de gesticulations est proprement pathétique. La réaction des médias britanniques n'a d'ailleurs pas manqué d'être impitoyable.

Le quotidien de gauche *The Guardian*, qui a mené récemment une campagne vigoureuse contre l'évasion fiscale, a estimé que le discours sur le Budget ne serait accueilli favorablement par personne, à l'exception du fisc suisse. En effet, dans la semaine qui a suivi le discours, toute une brochette de grands patrons britanniques ont émis l'intention d'émigrer en Suisse à la première occasion. Il ne s'agit pas d'une simple déclaration d'intention. Nous parlons de créateurs de richesse qui mesurent toute la gravité de la situation en Grande-Bretagne. Plusieurs jours de suite, les journaux ont publié des articles comparant les taux des différents cantons suisses et expliquant le système de l'imposition forfaitaire.

Même en mettant de côté l'attrait du système forfaitaire, les taux réels d'imposition sur le revenu en Suisse seront, après avril 2010, inférieurs d'environ la moitié aux taux offerts au Royaume-Uni. Cet avantage helvétique s'ajoute à l'absence d'impôt sur la plus value, alors qu'il est de 18% au Royaume-Uni et qu'il va inévitablement augmenter. Pour un chef d'entreprise salarié ayant un salaire élevé et des actions investies dans son entreprise, la Suisse offre des avantages fiscaux considérables.

Mais le plus inquiétant pour le chancelier Darling et les futurs gouvernements britanniques réside dans la vulnérabilité de l'assiette fiscale sur les sociétés dans un climat d'augmentation des impôts. Le fait de porter à 50% le taux maximal d'imposition sur le revenu relève d'une piètre tentative de propagande socialiste de la part d'un gouvernement qui a trahi les principes socialistes les uns après les autres.

L'ampleur de la dette britannique exige des mesures radicales. Celles-ci devront, en temps voulu, inclure une augmentation des impôts sur toutes les tranches de revenu, y compris les bas et moyens revenus, ainsi que sur les entreprises et les actionnaires. Dans les industries délocalisables, les entreprises commencent d'ailleurs à se poser des questions sur l'avenir qui leur est réservé au Royaume-Uni.

Le groupe d'édition coté en bourse Informa a annoncé son émigration en Suisse pour échapper à une «double imposition» des droits d'exploitation de la propriété intellectuelle. Pour dissuader ces entreprises de quitter le pays, il existe au Royaume-Uni des frais de départ et des taxes forfaitaires. Ceux-ci sont basés sur la différence entre la valeur actuelle des actifs de l'entreprise sur le marché et leur valeur comptable. Pour de nombreuses entreprises, cela ne représente pas un montant important dans le contexte économique actuel. Par contre, les taux suisses d'impôt sur les sociétés représentent parfois moins de la moitié du taux actuel au Royaume-Uni. Cette différence va presque certainement s'élargir ces prochaines années. Il n'est pas inutile d'ajouter qu'il va devenir beaucoup plus facile de recruter des cadres supérieurs et de les

motiver par de hauts salaires partout ailleurs qu'au Royaume-Uni. La tentation de l'émigration en Suisse devient irrésistible.

Le discours d'Alistair Darling envoie le plus mauvais message possible aux créateurs de richesses et aux dirigeants d'entreprises britanniques. Peut-être seront-ils un moment réconfortés par un rappel: la dernière fois que la presse avait prédit un vaste exode de contribuables vers la Suisse – lors de la modification du régime fiscal des résidents britanniques domiciliés à l'étranger – ces annonces s'étaient avérées clairement exagérées. Mais à la différence d'aujourd'hui, ces changements, une fois les détails connus, laissent malgré tout ces contribuables domiciliés à l'étranger dans une position plus avantageuse que s'ils avaient été domiciliés en Suisse.

Le passage du taux d'imposition à 50% représente une augmentation d'impôt importante pour les contribuables concernés. Pour un particulier ayant un revenu annuel de 1 million de livres, l'augmentation est de 85 000 livres. En outre, certaines allocations ont été supprimées pour les hauts revenus et les réductions d'impôt pour les cotisations de retraite ont été réduites de 40 à 20%. Il s'agit de modifications tellement substantielles que les personnes visées envisagent sérieusement de prendre des mesures radicales pour préserver leur fortune.

Pour tout héritage, le gouvernement travailliste laissera des taux d'imposition plus élevés qu'à son entrée en fonction en 1997, sans amélioration mesurable des infrastructures sociales. Un afflux massif de contribuables fortunés et d'entreprises florissantes de Grande-Bretagne vers la Suisse est inévitable. Berne est l'unique gagnant du discours sur le Budget.